



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

96-97 | 2004

Globalisation. Tome I

---

# Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste

*Relegation, the Market and the De-Activation of Communist Militancy*

Laurent Bazin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1789>

DOI : 10.4000/jda.1789

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 71-108

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Laurent Bazin, « Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1789> ; DOI : 10.4000/jda.1789

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Journal des anthropologues

---

# Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste

*Relegation, the Market and the De-Activation of Communist Militancy*

Laurent Bazin

---

- 1 La globalisation se caractérise par une transformation des modes d'existence du politique que le terme d'affaiblissement de la souveraineté qualifie souvent, sans doute assez justement mais avec beaucoup d'imprécision. Elle peut être vue comme le produit d'un déplacement de l'articulation des rapports politiques internes et externes aux États : ceux-ci, loin de s'effacer, aspirent à se désengager des formes de régulation sociale mises en place durant la période antérieure et notamment des conflits de classes – à la faveur d'une disparition de « la classe ouvrière » comme acteur idéologique historique, adossé à l'existence de l'URSS – au profit d'une projection dans le champ des rapports internationaux<sup>1</sup>. La mise en scène de la dépendance et de l'interdépendance tend à devenir le cadre dans lequel est produite leur légitimité externe et interne. Au plan international l'importance conférée à deux grands types d'acteurs favorise et amplifie cette évolution. D'un côté, les organisations internationales en nombre croissant se voient accorder un rôle de premier plan dans un contexte marqué en outre par la multiplication de traités internationaux basés notamment sur la mise en place d'un marché mondial ou de ses composantes régionales. De l'autre, les ONG sont devenues des acteurs majeurs d'intervention, de négociation et d'élaboration de normes globales<sup>2</sup>. Au plan idéologique, marché, droits et démocratie forment en quelque sorte le triptyque central des croyances, des injonctions et des revendications sur lesquelles repose ce déplacement du politique ; le vocable gouvernance en est l'expression synthétique. Chacun de ces termes est l'objet, en conséquence, d'opérations de naturalisation qui tendent à évacuer toute possibilité de réfutation et d'esquive : nécessité, concurrence et efficacité, universalité des droits de l'homme, antitotalitarisme et antiterrorisme en sont quelques-unes des pièces maîtresses.
- 2 Concernant le troisième terme – la démocratie – on notera ce paradoxe criant : il se présente comme un credo indépassable et omniprésent au moment même où, dans les pays occidentaux qui en sont le creuset et s'en revendiquent le modèle, la forme politique

dite démocratique est l'objet d'un désaveu prononcé, souvent qualifié sous l'expression de « crise de la politique ». On se penchera ici sur cette question, à travers les articulations qu'elle déroule entre globalisation, extension du marché, souveraineté de l'État et désagrégation des formes antérieures de la mobilisation (et de la représentation) politique censées néanmoins caractériser la démocratie dite pluraliste. C'est plus exactement par le biais de l'étude de l'évolution récente du parti communiste français (PCF) que ces articulations seront traitées. Au plan international, l'effondrement du communisme, autant comme bloc politico-économique opposé au capitalisme et structurant les rapports de force internationaux, que comme système idéologique sur lequel s'ordonnait la compréhension du monde et des configurations sociales, est la manifestation même de la globalisation, souvent peu mise en avant parce que rejetée, justement, dans l'obsolescence. En ce qui concerne plus spécifiquement le PCF, autant par sa marginalisation dans le système politique français que dans l'évolution récente de son organisation interne, il constitue un analyseur des transformations du politique qui prennent place dans le cadre de la globalisation. La « mutation » engagée en 1994 sous l'impulsion de Robert Hue, son secrétaire national, le passage qu'elle consacre du « centralisme démocratique » à la proclamation d'une souveraineté des adhérents et à l'ouverture sur un fonctionnement « en réseaux », la désertion concomitante de ses militants et de ses électeurs, peuvent être appréhendées comme le symptôme par excellence de ces nouvelles incantations démocratiques. Le soin particulier du PCF à se démarquer de la « social-démocratie », comme au temps où son rattachement idéologique et « organisationnel » aux « démocraties populaires » visait à le constituer en modèle alternatif d'une démocratie dont le caractère fallacieux était dénoncé, permet d'une certaine manière de mieux souligner le paradoxe évoqué plus haut.

- 3 Je mènerai cette réflexion en présentant les résultats d'une enquête ethnologique menée dans l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais, entre février 2000 et juin 2002. L'intérêt de travailler sur cette région tient au fait qu'elle constitue une zone précocement et fortement touchée par les restructurations économiques contemporaines. Sa relégation engendrée par le démantèlement progressif de l'activité minière va de pair avec l'importance décroissante de l'industrie dans une économie orientée sur la production de services et dominée par la finance. Elle apparaît comme un aspect significatif de la nouvelle cartographie de la division internationale (et donc nationale, régionale...) du travail qui se profile dans le contexte de la mondialisation. Les formes de mobilisation politique qui s'y observent paraissent elles aussi reléguées et frappées d'obsolescence. Je m'attacherai d'abord à montrer comment cette caractéristique apparaît prépondérante dans la manière dont les acteurs locaux construisent le sens de l'enquête elle-même. Je développerai ensuite brièvement trois aspects. Tout d'abord, la manière dont le parti communiste confronté à la mondialisation intègre de manière contradictoire les idéologies du marché ; en second lieu, le double processus de singularisation et de normalisation marchande qui se présente comme réponse locale au cadre d'expression du marché (soit aussi la tentative d'élaboration d'une identité locale dans la résistance au marché) ; enfin la déconnexion du parti communiste et de la sphère du travail et son repli corrélatif sur la gouvernance municipale. La relégation par le marché constituera ainsi le fil conducteur qui permettra de conclure sur quelques aspects des transformations du politique dans le cadre de la globalisation économique.

## Relégation et ethnologie-marchandise

- 4 L'investigation a été centrée sur les institutions politiques (municipalité, implantation locale du PCF) d'une petite ville (13 700 habitants) de l'agglomération de Lens<sup>3</sup>. Comme toutes les communes environnantes, l'exploitation charbonnière et quelques industries dérivées y ont été implantées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et ont occupé rapidement la quasi-totalité d'une population gonflée par l'apport des campagnes avoisinantes puis des importations de main-d'œuvre (Ariès, 1971) en provenance de Pologne (années 1920), d'Algérie (années 1950-60) et du Maroc (années 1960-70)<sup>4</sup>. L'arrêt progressif des mines<sup>5</sup> à partir des années 1960 a mis fin à l'hégémonie exercée par les houillères, organisant du même coup un éclatement du rapport au travail. Dirigée par le parti communiste quasiment sans interruption depuis 1929<sup>6</sup> (allié depuis 1965 avec une formation locale identifiée comme chrétiens de gauche, ou « de progrès »), la municipalité s'est engagée dès 1969 dans l'aménagement d'une zone industrielle qui est aujourd'hui l'une des plus actives des environs de Lens. Les nouvelles implantations industrielles n'ont pas comblé les espoirs de pallier la disparition des emplois miniers (le chômage touche un quart de la population active ; à peine un dixième des emplois sur le territoire communal sont occupés par des résidents de la ville). Elles confèrent néanmoins à la commune un niveau de ressources bien plus élevé que celui de ses voisines. De ce fait, la zone industrielle et l'adjonction récente d'un port fluvial (aménagé en 2000) entretiennent la fierté des élus pour lesquels elles attestent de leur dynamisme propre et de celui de la ville. En janvier 2000, la transformation du district de Lens-Liévin en communauté d'agglomération<sup>7</sup> – qui perçoit désormais directement les taxes professionnelles – a gelé ses ressources et placé la municipalité dans une situation conflictuelle de dépendance financière et politique vis-à-vis de la structure intercommunale. L'enquête a donc pris place au moment même où éclatait ce conflit lié à la mise en place de nouvelles modalités de l'intercommunalité.
- 5 Depuis près d'un siècle, l'histoire politique de la ville – comme du bassin minier tout entier – est dominée par la rivalité entre les deux grandes formations ouvrières (les partis communiste et socialiste), dont les implantations locales sont dans une très large mesure issues du syndicalisme minier<sup>8</sup>. Cette stabilité apparente est, à partir de 1989, perturbée par l'irruption du front national qui réalise dans la commune des scores électoraux importants sans être parvenu à implanter localement une structure militante.
- 6 Les modalités d'insertion de l'enquête dans les rapports et les logiques en vigueur offrent le matériau premier de l'analyse et le fil directeur de la réflexion. Elles se caractérisent par une très grande disponibilité manifestée immédiatement par la quasi-totalité des acteurs. L'ethnologue est très bien accueilli par les services de la municipalité, le parti communiste, les associations, sur lesquels il porte son attention ; il se voit offrir des facilités pour mener son enquête, est fréquemment invité à venir observer les nombreuses manifestations publiques, les actions engagées, des réunions ou des assemblées, etc. La démarche d'enquête se trouve d'autant plus facilitée en apparence qu'elle suscite une véritable demande d'observation. Les services sociaux de la municipalité lui proposent par exemple d'assister aux entretiens avec les personnes dont ils ont la charge, ou encore à des commissions sur le logement. Une association de quartier nouvellement créée souhaite sa présence non seulement dans les diverses manifestations qu'elle organise, mais aussi lors de ses conseils d'administration. Les responsables de la section du PCF, quant à eux, accèdent immédiatement et sans

condition à sa requête d'assister aux assemblées, aux réunions de cellule, etc. Lorsqu'en juin 2000, pour la première fois dans l'histoire de la commune, des discussions entre le PCF et le PS s'engagent pour la constitution d'une liste de gauche unifiée aux élections municipales programmées l'année suivante, l'ethnologue se voit convié, avant même d'en avoir exprimé le souhait, aux rencontres entre les délégués des quatre partis concernés (PCF et son allié local, PS et MDC), où se négocient les conditions de cette union. Évoquons encore cette exclamation ravie du maire apercevant l'ethnologue lors du vernissage d'une exposition (d'ailleurs organisée par son épouse) : « t'es toudi là, ti ! »<sup>9</sup> ; il inclura dix minutes plus tard dans son discours public, tout spécialement à l'intention du président de la communauté d'agglomération de Lens-Liévin invité pour l'occasion, une présentation de l'ethnologue, qui aurait été attiré par l'identité spécifique de la commune et se serait chargé d'en rendre compte. La conviction d'une particularité locale, qui anime effectivement certains élus, n'est cependant qu'un aspect secondaire – ou dérivé – dans l'idée que les sujets se forgent de l'enquête : la « demande d'observation » apparaît suscitée avant tout par le désir d'ériger l'ethnologue en témoin privilégié d'une situation partagée de relégation et d'injustice, ainsi que des efforts, de la combativité, mis en œuvre pour y faire face. Certains élus aiment d'ailleurs qualifier leur ville de « village d'Astérix », sa supposée vertu de « résistance » étant ainsi sublimée.

- 7 Cet aspect des enjeux liés à l'enquête révèle les logiques en vigueur : l'ethnologue est placé à la périphérie des rapports sociaux internes à l'espace social et politique de la ville, dans l'articulation avec l'extérieur. Il est appelé à participer aux mises en scène récurrentes de la relégation dont les acteurs de l'enquête sont les dépositaires, à la fois victimes solidaires et gestionnaires. Significativement, les demandes d'entretiens individuels suscitent chez la plupart d'entre eux une réticence manifeste et de fréquentes dérobades en dépit des liens cordiaux et souvent amicaux tissés en deux ans d'une fréquentation assidue de la ville et de ses fractions militantes.
- 8 Cette relégation dont les responsables municipaux, politiques et associatifs sont les dépositaires est tout d'abord liée, pour reprendre le terme de Ferguson (1999, 2002), à l'abjection qui touche la ville et sa population. Comme c'est le cas dans tous les anciens pôles industriels, le démantèlement de l'activité minière – autrefois considérée comme le fer de lance ou l'« avant-garde » de l'industrialisation – a débouché sur un chômage de masse (un quart de la population active de la commune) non résorbé par les nouvelles implantations économiques, laissant une large fraction des résidents en dehors du marché du travail ou sur ses marges<sup>10</sup>. Le chômage, la faiblesse des revenus et des ressources, celle de l'éducation et de la formation, les problèmes sanitaires dont une surmortalité très élevée liée à l'alcoolisme, constituent quelques-uns des indicateurs les plus fréquemment évoqués pour mesurer l'acuité des « problèmes sociaux » marquant l'ex-pays minier du nord tout entier, particulièrement autour de Lens et Valenciennes. Les forts scores électoraux du Front national, érigés en éléments d'accusation publique des franges sociales inférieures à l'occasion des dernières élections présidentielles (avril 2002) complèteront ce bref tableau de l'indignité. Présent pour la première fois lors des élections municipales de 1989, le Front national réalise dans la commune étudiée des scores parmi les plus élevés de l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais : sa circonscription a été choisie pour cette raison par la fille du leader du parti d'extrême droite, Marine Le Pen, lors des élections législatives de 2002.
- 9 En second lieu, cette conscience aiguë de la relégation a pour objet autant la marginalisation symbolique et politique de la région que la situation du parti

communiste, à la fois sur la scène politique nationale et au niveau interne. Au plan national, celui-ci est en effet d'une part déconnecté d'un internationalisme ouvrier qui conférerait un sens universel et quasi millénariste au communisme et d'autre part affecté par un déclin électoral prononcé, devenu plus spectaculaire dans les dernières années ; au plan local, cette évolution vers une marginalisation politique se double d'une position majoritaire d'hostilité à l'égard des orientations et des stratégies de la direction du parti, notamment du fait de sa participation à la coalition gouvernementale de la « gauche plurielle » (1997-2002). On reviendra plus loin sur les implications pour les acteurs concernés de cette posture de quasi-dissidence interne qui n'est pas propre à la localité étudiée mais caractérise — et isole — la fédération du Pas-de-Calais.

- 10 L'ethnologue est donc érigé en témoin d'une relégation multiforme dans laquelle les acteurs se sentent piégés. Il est invité à en faire le constat, et par là-même à rendre compte du combat quotidien contre une multitude d'injustices<sup>11</sup>, des efforts investis pour transformer la situation. Simultanément, sa présence est vouée à attester (aux yeux des acteurs concernés et à l'intention de l'« extérieur ») de l'évolution du parti communiste : ouverture manifeste dans l'accueil qui lui est fait, en rupture délibérée avec les schémas antérieurs de primauté accordée à la conformité et à l'obédience idéologiques ; vigueur des engagements et des convictions en dépit de l'affaiblissement politique, des conflits et des contradictions internes.
- 11 L'usage qui est fait de l'enquête suggère que ses significations sont construites dans le marché, d'un double point de vue<sup>12</sup>. Elles le sont, tout d'abord, sur les modèles proposés par les médias dans le cadre d'une économie « politique » de la communication dont deux des caractéristiques majeures dans la période actuelle sont précisément de dénier son caractère politique et d'orchestrer massivement une mise en scène de la vie « ordinaire », des souffrances et de l'intimité. Notons que cette perception de l'enquête se conforme incidemment avec une tendance manifeste de l'ethnologie<sup>13</sup> à s'arrimer avec complaisance à ce marché du spectacle d'une manière toute spontanée ou encouragée par les dispositions inscrites dans la logique des appels d'offres. En second lieu, l'investissement des acteurs dans l'enquête prend sens dans le cadre de la constitution d'un marché politique auquel le parti communiste aspire à s'intégrer dans une double logique de « normalisation » de sa position et de son fonctionnement, et de tentative de reconquête d'un électorat qui lui fait de plus en plus défaut.

## Le parti communiste dans le marché

- 12 L'évolution du communisme tant aux plans international et national que local, montre une déconnexion du travail et une internalisation symétrique des idéologies du marché. Au plan international, l'éclatement de l'ancien bloc socialiste et la conversion au capitalisme des États demeurant formellement communistes ont précipité la disparition d'un internationalisme ouvrier et des constructions idéologiques, politiques et sociales qui s'y fondaient. Une inversion des polarités en découle, transférant au marché, à l'investissement privé et aux « entrepreneurs » le rôle historique auparavant dévolu aux classes ouvrières. Ce retournement est spectaculaire dans tous les régimes postcommunistes ou néocommunistes : dans l'ex-bloc soviétique, les élites politiques ont souvent pris les commandes des entreprises privatisées et se sont réorientées vers les affaires ; en Chine et au Vietnam, c'est le parti communiste en tant que tel qui est

l'initiateur du marché et l'opérateur de la mise en place d'une surexploitation du travail alimentant les marchés extérieurs.

- 13 Au plan national, le parti communiste français est, depuis la fin des années 1970, confronté à une marginalisation graduelle qui s'est accélérée dans les dernières années, et trouve un dénouement spectaculaire avec l'effondrement de son électorat lors des présidentielles de 2002. Tentons d'examiner brièvement quelles ont été les transformations entreprises depuis environ une décennie pour cerner, non la cause du déclin du parti, mais la nature et les significations de cette évolution<sup>14</sup>. D'un côté, la défense de l'emploi et de ses protections (chômage, retraite, santé, droit du travail, etc.) ainsi que la dénonciation des licenciements de masse demeurent au cœur des préoccupations et des mobilisations du PCF : elles se sont amplifiées tout au long de la décennie, pour culminer ces dernières années dans la dénonciation du marché et de la financiarisation de l'économie. D'un autre côté, dès le congrès de 1994, le PCF a abandonné toute référence à la classe ouvrière. La stratégie des dirigeants issus de ce congrès – désignée sous le vocable de « mutation » – a entraîné à la fois une réorganisation de l'appareil et une reformulation de ses objectifs, dans une sorte de fuite en avant qui aménage les conditions d'une dissolution du parti en tant que tel. La conjuration du « centralisme démocratique » d'antan, entaché d'indignité après la disparition de l'URSS comme pôle d'une alternative au capitalisme, se traduit en effet aujourd'hui par l'effacement de l'affirmation du primat du collectif qui est, historiquement, un des socles majeurs du parti communiste et de ses formes d'action, au profit d'un mode d'adhésion consumériste, emblématisé dans le mot d'ordre d'une organisation en réseaux. Engagée timidement dans les statuts adoptés en 1994, la proclamation d'une souveraineté des adhérents et de toutes les instances du parti, est devenue la question centrale d'une nouvelle réforme des statuts discutée lors du congrès extraordinaire d'octobre 2001. L'abandon de la référence ouvrière et du dogme marxiste-anticapitaliste antérieur a laissé place à un positionnement idéologique incertain<sup>15</sup> se redéployant sur l'opposition au marché, à la globalisation financière et à leurs conséquences en termes de précarité du travail, de licenciements et d'accroissement des inégalités.
- 14 Une illustration permettra de souligner l'ampleur des transformations engagées en moins de dix ans et la situation contrastée, sinon contradictoire, dans laquelle le parti se trouve actuellement. Lors du congrès extraordinaire d'octobre 2001, la direction livre à l'issue d'une journée de discussions internes une représentation imagée du dialogue avec la « société civile » qu'elle prône. Un reportage « comme à la télé » est projeté sur un écran devant les délégués, montrant de brèves interviews de responsables associatifs invités à se prononcer sur ce qu'ils pensent du PCF ; la projection est suivie d'un débat sur la scène du congrès, animé par le réalisateur du film – un journaliste professionnel, présentateur de télévision – avec comme protagonistes quelques dirigeants du PCF et certains des personnages apparaissant dans le film. Ce succédané de plateau télévisé figure d'une manière symptomatique la négation de l'importance accordée jusqu'alors au prosélytisme des partisans communistes supposés précisément se trouver au cœur des problèmes et des conflits sociaux (de travail mais aussi urbains). Elle introduit et voile la dilution du parti dans les « nouvelles avant-gardes » d'une « démocratie participative » suggérée par la présence de personnages représentant l'« association citoyenne », le « développement durable », l'« économie solidaire », etc. Se trouve ainsi entérinée d'une manière suggestive une liquidation du militantisme au profit d'un alignement sur le modèle par excellence de la gouvernance, faisant dépendre toute décision politique d'un « dialogue »,



d'une « concertation » avec les acteurs désignés ou autodésignés comme les porteurs des intérêts et des points de vue de la « société ». La fameuse fonction tribunitienne que certains analystes attribuaient au parti communiste se voit ainsi extériorisée et déplacée sur d'autres acteurs, ceux qui, justement, dans les élaborations actuelles de la « bonne gouvernance » à l'échelle internationale, sont érigés en représentants de la « société civile » et habilités à discuter avec les instances de l'État et les organisations internationales.

- 15 Ce happening calqué sur les shows télévisés introduit des procédés de « communication » prisés par les grandes entreprises sur la scène même du congrès. Notons que celui-ci, pour symboliser la « modernisation » engagée par le PCF, a pris place comme c'était déjà le cas en 1996, non dans une quelconque ville communiste de banlieue, mais à La Défense, le lieu même qui, en France, est le plus emblématique du capitalisme et notamment de son secteur financier. L'événement en lui-même pourrait paraître anodin ; il s'inscrit néanmoins en continuité avec les efforts consacrés par la direction du PCF depuis 1994 pour élaborer, par le biais des médias, l'image du parti et de sa « mutation ». Il consacre d'une certaine manière une rupture des modes de communication internes, introduisant un élément d'hétéronomie dans les stratégies et les positionnements du parti, qui dépendraient désormais, moins de la seule volonté de ses dirigeants ou de la confrontation des points de vue internes, que de la « nécessité » des ajustements à l'image qu'il produit – via la mesure des taux d'audience, les sondages, la « concertation » – sur des acteurs qui lui sont extérieurs.
- 16 Cette stratégie – qui se présente très exactement comme un effort d'adéquation au marché – conçue par les dirigeants comme seul moyen de maintenir le PCF sur la scène politique (et médiatique), a pour corollaire non seulement d'entretenir la multiplication des conflits internes mais aussi l'impossibilité dans laquelle le PCF se trouve de refonder une cohérence idéologique après avoir peu ou prou abandonné les références marxistes. De tels aménagements alimentent et simultanément rendent vaine son ambition de retrouver une position nodale parmi les multiples courants de contestation qui s'affirment, en dépit de ses tentatives répétées dont la liste « Bouge l'Europe » aux élections européennes de 1999 avait valeur initiatrice et emblématique<sup>16</sup>. Ils rendent compte néanmoins de la dissolution déjà bien engagée d'un type de militantisme fondé concrètement dans le mouvement ouvrier et enraciné dans les antagonismes de travail.
- 17 Autrefois incarnation paradigmatique d'une organisation disciplinaire<sup>17</sup> dont les ramifications s'étendaient à l'échelle mondiale, le PCF, à travers les objectifs poursuivis par sa direction, a d'une certaine façon entrepris de saper sa base militante pour tenter d'épouser le plus étroitement possible les nouveaux canons de la mobilisation politique. Achievant de détruire le sens même de l'action collective « organisée » dont il se revendiquait dépositaire, il exalte désormais la liberté individuelle qui s'épanouirait dans la consommation politique et idéologique. Autrefois comparé à la foi religieuse par certains analystes, l'engagement communiste ne reposerait désormais plus sur la prescription extériorisée d'une vérité édictée par ses dirigeants, mais – comme c'est justement le cas dans le champ religieux<sup>18</sup> et dans celui du travail<sup>19</sup> – sur l'élaboration individualisée du sens des contraintes, des injonctions et des « responsabilités » qui s'imposeraient aux acteurs comme nécessité intérieure<sup>20</sup>. Sans s'engager ici dans une (vaine) discussion sur le fait que la rigidité du « centralisme démocratique » aurait entraîné « la sclérose et, à terme, la nécrose du parti » (Lavabre & Platone, 2003 : 27), « un moindre dynamisme, une absence d'inventivité largement responsable de l'incapacité des



dirigeants communistes à faire face aux transformations de la société » (*ibid.* : 29), il faut bien constater néanmoins que la direction *actuelle* du parti communiste apparaît tout à fait soucieuse d'être *en osmose* avec les transformations sociopolitiques les plus fondamentales de la société française, ajustant son organisation interne – au risque de sa dissolution – à l'évolution générale des formes de la domination<sup>21</sup>. Ayant déplacé son noyau idéologique de la critique de l'exploitation du travail à l'opposition au marché, elle participe de la scansion antilibérale qui occupe la position la plus valorisée sur le marché mondial des idéologies, dans une intention largement mimétique des « mouvements sociaux » assurés de la plus grande visibilité médiatique.

- 18 Ayant pris acte en 1994 de la dislocation de « la classe ouvrière » comme acteur historique national et international, le parti semble désormais beaucoup plus désireux d'adopter les positions dont seraient porteuses une « petite classe moyenne » antilibérale qui tend non seulement à occuper – par le biais des revendications de démocratie participative notamment – le champ laissé vacant par le retrait du « mouvement ouvrier », mais aussi à projeter ses aspirations, ses contestations et ses modes d'action sur une scène européenne et mondiale<sup>22</sup>. On entrevoit ainsi la mesure des tiraillements et des contradictions qui traversent le parti et le caractère paradoxal de sa situation actuelle : celle-ci couple son aspiration à incarner au plus juste la contestation de l'ordre libéral et son impossibilité à juguler sa marginalisation politique et électorale. Dans le même temps le parti communiste se trouve effectivement déserté en masse par ses adhérents et aurait perdu la moitié d'entre eux en cinq ans, entre 1996 et 2001, selon des estimations récentes (Lavabre & Platone, *op. cit.*)<sup>23</sup>.
- 19 Ces écartèlements du marché et de l'antimarché qui rejettent potentiellement dans l'obsolescence les anciennes formes de militance articulant les solidarités de travail à l'anticapitalisme international, se manifestent avec une acuité singulière dans la fédération du Pas-de-Calais, implantée pour l'essentiel dans l'ancien bassin minier<sup>24</sup>. Il s'agit de la seule fédération en France qui, en tant que telle, se déclare avec constance ouvertement opposée à la « mutation » engagée par la direction du parti communiste. On ne cherchera pas ici à détailler, expliciter et analyser les lignes d'opposition entre la direction nationale et l'instance départementale, mais plutôt à montrer, ainsi qu'il a été suggéré plus haut, comment cette tension politique interne au parti redouble le sentiment diffus d'une relégation multiforme, confinant les acteurs localement engagés dans le parti dans un constat général d'impuissance et d'inaction politique d'autant plus amèrement éprouvé qu'il s'ancre dans une conscience très aiguë d'une multiplication des motifs de contestation. Tout comme les dirigeants départementaux, nombre de militants de la section locale du PCF étudiée expriment ainsi, outre un désaccord sur la « mutation » elle-même, une appréciation péjorative sur les prises de position publiques du secrétaire national, jugées « trop molles », et plus généralement une incompréhension ou un franc désaveu des orientations de la direction nationale du parti, marquées à leurs yeux par l'ambivalence. Cette dernière est notamment liée à l'implication du parti dans la coalition gouvernementale entre 1997 et 2002, en général désavouée. Est par exemple fréquemment soulignée la contradiction entre les positions du parti et sa participation à un gouvernement relayant les dispositions européennes de destruction des monopoles publics et de libéralisation, assumant la répression des oppositions qui s'organisent (le ministre des Transports et des Télécommunications est le plus directement mis en cause<sup>25</sup>). Tant en ce qui concerne l'alliance avec le PS qu'au sujet de l'évolution de l'organisation interne du parti, la stratégie des dirigeants nationaux est perçue comme la cause du

déclin actuel du PCF. Plus encore, se manifeste une grande défiance à l'égard des intentions de la direction nationale, parfois ouvertement soupçonnée de vouloir dissoudre le parti, de viser à l'incorporer au PS comme son « aile gauche » ou encore accusée de chercher à se débarrasser de la grande masse de ses militants.

- 20 Comment analyser une telle situation ? Notons que la plupart des observateurs du PCF reprennent en quelque sorte à leur compte la stigmatisation dont la fédération du Pas-de-Calais est l'objet à l'intérieur même du parti. Dénonçant les « mutants » autant que les « rénovateurs », cette dernière est pour sa part accusée de demeurer stalinienne et orthodoxe. Elle est ainsi enfermée dans l'avalissant compromis passé avec l'Union soviétique, que la direction a entrepris d'adjurer. Son opposition est perçue dans le prisme de la « résistance au changement » : procédé de disqualification récurrent s'il en est, dans le champ de l'économie autant que dans celui du politique.
- 21 Remarquons que dans le Pas-de-Calais comme ailleurs, la figure de l'ennemi tend à se démultiplier à mesure que les implantations du PCF se trouvent déconnectées de la sphère du travail. Alors même que l'offensive du MEDEF sur la protection sociale le désigne comme un adversaire concret, celui-ci s'avère distant et pour cette raison largement hors de portée. Les pôles contestés sont formés essentiellement d'un marché abstrait (mondial, financier, mêlant ses fractions internes et externes) ainsi que de la série des institutions détentrices de l'autorité publique : Union européenne, gouvernement et, en ce qui concerne la ville étudiée, structure intercommunale. L'ambiguïté des relations de la direction nationale du parti avec ces pôles de la domination (notamment par sa participation au gouvernement), ainsi que la disparition d'une alliance internationale emblématisée dans le communisme, laissent des militants désabusés par l'impuissance de leur formation politique. Ils ne voient pour la plupart qu'une alternative entre la désertion<sup>26</sup> et une « résistance » chimérique, s'accrochant dans les deux cas à une « identité communiste » qu'ils renvoient à un mode d'action disparu et idéalisé, dont les mobilisations électorales ponctuelles ne constituent, à leurs yeux, que des parodies.
- 22 On notera cependant pour clore cette section un autre des aspects caractéristiques de l'enquête menée : l'absence remarquable de discours portant sur le passé, au point qu'il soit malaisé pour l'ethnologue de se figurer et de reconstituer, sur la base de récits ou de biographies, l'histoire politique de la commune et de sa section communiste. Même les plus actifs des militants aujourd'hui retraités des mines – qui n'hésitent pas à défilier régulièrement à Paris pour défendre leur dispositif de retraite – se montrent peu enclins à revenir sur leur trajectoire personnelle, à évoquer les événements qui ont ponctué leur longue carrière syndicale et politique, à donner sens aux évolutions successives (générales et locales) des formes et des conditions de l'action militante. L'ethnologue peut ainsi constater qu'il n'y a pas construction d'un âge d'or du communisme ou des luttes syndicales qui se verrait par exemple référé aux principaux épisodes des conflits miniers, ou au leadership d'une personnalité locale ou nationale particulière. La situation présente semble occuper tout le champ discursif à travers ses motifs de revendications et de contestation, d'expression de désaccords ou de scepticisme à l'égard de la direction nationale du parti ou éventuellement des dirigeants de la municipalité et de la section locale, ou encore par l'inquiétude qu'elle engendre sur l'avenir de la formation communiste qui serait menacée de disparition ou d'englobement dans le parti socialiste. Cette absence d'élaboration d'un discours sur le passé témoigne à sa manière du désarroi militant<sup>27</sup> et de la difficulté, pour les acteurs concernés, de tracer des lignes de continuité

dans leur propre passé, celui de la ville ou celui de leur mouvement, et d'y puiser des ressources symboliques. Tout se passe comme si la conjugaison de la liquidation des mines, de la disparition du communisme international, et enfin des contradictions et des incertitudes internes au parti communiste français, politiques et idéologiques, avaient introduit une rupture à la fois définitive et simultanément trop chargée d'ambivalences pour faire l'objet d'un travail d'explicitation, de conceptualisation et, finalement, de dépassement. La scission intervenue au sein de la fédération départementale CGT des mines entre une fraction<sup>28</sup> qui demeure accrochée aux actions et mobilisations pour la préservation des retraites minières et une autre consacrée à la commémoration de l'histoire ouvrière, des souffrances et des luttes passées (à laquelle s'agrège un activisme axé sur la seule reconnaissance de la silicose, comme preuve de ces souffrances) est ainsi symptomatique d'une telle séparation des univers de significations. Elle ne peut être réduite ni à une querelle d'orientation idéologique par laquelle elle est souvent expliquée<sup>29</sup>, ni aux conflits interpersonnels dans laquelle elle s'enracine : elle est significative de la disjonction introduite entre d'un côté une logique de patrimonialisation et de culturalisation se déployant comme modalité d'aliénation à la raison marchande (Bazin, 2001) et, de l'autre, une action revendicative et contestatrice dépossédée de ses ancrages symboliques, idéologiques et, finalement, politiques.

## Ancrages du pouvoir municipal : marché, identité, résistance

- 23 Relégation et résistance au marché constituent les deux pôles de l'assise symbolique du pouvoir municipal que ses dépositaires s'efforcent de consolider, complémentaires de modes de construction d'une identité de la commune recherchée dans le passé<sup>30</sup>. La mairie, dont le niveau de ressources a été souligné, déploie un dispositif de « communication » diversifié et dispose pour cela d'un personnel et d'un équipement conséquent. Les publications éditées par la mairie comprennent notamment une gazette mensuelle relatant les événements qui ponctuent la vie communale et un bulletin rendant compte des délibérations du conseil municipal, qui sont distribués à tous les résidents de la ville. D'autres publications municipales se situent sur le secteur de l'enfance. Un caméraman couvre tous les événements de la commune pour une chaîne de télévision locale. Mentionnons enfin un bulletin politique publié par le maire en tant que conseiller général, distribué dans le canton. Les éditoriaux politiques et les points de vues paraissant dans ces publications d'une part, les nombreuses allocutions publiques du maire (ou de ses adjoints) d'autre part constituent autant d'occasions d'une réaffirmation permanente des orientations politiques et idéologiques de la municipalité, de ses revendications au nom de la population. Ils sont complétés par des prises de position, sous forme de motions ou lettres adressées à des membres du gouvernement, décidées à l'occasion de presque tous les conseils municipaux.
- 24 Ce discours abondant est fondé sur trois axes principaux qui constituent des leitmotivs répétés en toute occasion : la dénonciation du marché, notamment à travers les implications du traité de Maastricht ; la contestation de la politique gouvernementale par laquelle est notamment soulignée la dissociation des compétences administratives communales et de celles de l'État, ce dernier étant sommé d'assumer les responsabilités qui lui incombent ; l'insistance systématique sur la situation de relégation de la ville, du bassin minier ou de la région toute entière. La défense des services publics est un thème

transversal, permettant de s'opposer à la fois à l'Union européenne (principale source de leur destruction), de souligner les manquements et les errements du gouvernement de la « gauche plurielle » (relais des décisions européennes) et de déplorer l'énorme déficit du bassin minier ou de la région en ce qui concerne le nombre de fonctionnaires et l'implantation des institutions de l'État.

- 25 Dans ce dispositif de « communication », le traité de Maastricht occupe la position centrale et l'opposition majoritaire de l'électorat local au référendum qui le concernait est fréquemment rappelée. Il constitue en effet, pour les leaders communistes locaux (le maire et son entourage, les conseillers municipaux, les dirigeants de la section) la référence principale emblématisant le marché et sa financiarisation, la libéralisation de l'économie, la destruction des services publics et les menaces pesant sur le travail et la protection sociale. Le Front national lui-même, dont l'influence grandit dans la commune, se voit réinséré dans cette dénonciation focalisée sur le libéralisme : les attaques dont il est l'objet de la part de la municipalité tendent en effet à esquisser le contenu raciste et sécuritaire de son discours pour stigmatiser le caractère ultralibéral de son programme national (Bazin, 2004).
- 26 Dans la période particulière de l'enquête, l'absorption de la ville dans la communauté d'agglomération et la captation subséquente de ses ressources est un objet central de préoccupation des élus. La commune est en effet l'une des deux seules à s'être opposée au changement de statut du district de Lens-Liévin, se trouvant par là-même en position d'isolement dans le conseil intercommunal, et en porte-à-faux vis-à-vis des autres villes communistes de l'agglomération. Source d'amertume et de colère intarissable, le changement de statut de la structure intercommunale est perçu et constamment dénoncé comme une opération destinée à s'emparer de la zone industrielle de la ville et de son futur port fluvial. Assurée de percevoir de la communauté d'agglomération une dotation fixée au montant de son budget de l'année 1999, la municipalité a fait établir immédiatement une estimation du montant des taxes professionnelles à percevoir pour l'année 2001<sup>31</sup> et proclamé ainsi que la perte serait de 4 millions de francs (610 000 euro) sur un budget de 34 millions (5 200 000 euro).
- 27 Le nouveau statut d'intercommunalité est vilipendé comme un danger de disparition de la démocratie communale<sup>32</sup> et comme facteur d'une privation de l'autonomie des élus, désormais dépendants, autant financièrement que politiquement, des rapports de force entre les différentes formations politiques (le PS est en position hégémonique) ainsi qu'entre les communes d'inégale importance à l'intérieur de l'agglomération. Ces différents éléments de dénonciation figurent parmi les thèmes centraux inlassablement répétés depuis l'automne 1999, dans tous les discours publics et dans toutes les publications émises par la ville ou par le maire, aussi bien que dans les entretiens et discussions avec l'ethnologue. Ils sont considérés comme un effet de la politique d'harmonisation des réglementations européennes et intégrés à une opposition plus générale portant sur le traité de Maastricht.
- 28 Dans la logique des élus communistes et de leurs alliés chrétiens<sup>33</sup>, la question des modalités de l'intercommunalité s'intègre donc comme un élément d'opposition au marché et un motif supplémentaire d'hostilité déclarée à un gouvernement de gauche auquel participait leur parti jusqu'en 2002. La municipalité, et plus encore la section communiste dans son ensemble, se trouve de la sorte tendanciellement entraînée dans une logique d'opposition impuissante aux orientations politiques engagées à différents niveaux (politique et économique, au plan européen, à l'encontre du gouvernement,

désormais au sein de la communauté d'agglomération et, enfin, interne au PCF). Cette logique l'a d'ailleurs conduite à exalter le thème de la résistance comme une caractéristique de la ville : significativement, la devise de la ville est devenue « Claves, terre de résistance et d'espérance »<sup>34</sup> ; les festivités de l'an 2000 ont été organisées autour d'un grand spectacle intitulé « Claves : la résistance à travers les siècles » qui parcourt l'histoire de la ville depuis l'antiquité pour se terminer par la nécessité de résistance aux politiques néolibérales, aux avancées du capitalisme financier et à la marchandisation. La constitution de la communauté d'agglomération devient ainsi, dans les discours publics du maire et de son entourage, un nouveau motif de résistance contre une menace de marginalisation de leur ville face à l'hégémonie des deux villes centre, Lens et Liévin.

- 29 La critique du traité de Maastricht, celle de la politique gouvernementale et les désaccords à l'égard de la direction du parti communiste se trouvent de ce fait en résonance et entérinent le sentiment d'une sorte de relégation politique déjà évoquée. Cette dernière vient elle-même compléter et enclore la conscience très aiguë d'une marginalisation et d'une relégation économique et symbolique enclenchée par la désindustrialisation. Perçue comme un problème aigu et crucial, la transformation du district en communauté d'agglomération s'intègre localement dans un processus de démultiplication des antagonismes qui place les militants communistes et surtout leurs leaders dans une position d'isolement, qui les prive de leurs capacités d'action. Elle les contraint à reconsidérer leurs stratégies et leurs implications dans les rapports de force à l'extérieur de la commune et donc également dans l'espace municipal.
- 30 La constitution de la communauté d'agglomération intervient donc dans cette configuration comme un facteur redoublant localement la conscience aiguë d'un isolement constituant un piège potentiel. Elle a pour effet paradoxal d'activer, sous l'impulsion du maire, la recherche de nouvelles stratégies d'« ouverture ». Significativement, au moment précis de l'avènement de la communauté d'agglomération, celui-ci a par exemple remplacé intégralement ses principaux collaborateurs, idéologiquement proche des positions de la fédération du Pas-de-Calais, pour tenter de trouver avec ses nouveaux auxiliaires une position de conciliation dans le conflit ouvert entre la direction nationale et la fédération, se répercutant à l'échelle départementale dans une série de fractionnements et de tensions. L'acceptation par le maire et la section communiste de l'offre d'union émise par la section locale du PS pour les élections municipales de 2001 se présente comme un autre élément essentiel dans une stratégie de réorientation politique liée à la nécessité ressentie de sortir d'un isolement potentiel et de trouver de nouveaux modes d'alliance et de compromission pour acquérir une influence à l'intérieur de la communauté d'agglomération. La nécessité de défendre les intérêts de la commune, de trouver des accommodements avec le PS au niveau intercommunal, sont par exemple des enjeux sous-jacent à une « normalisation » communale qui passe par une pacification des relations avec la section locale du PS. Les nouveaux rapports qui s'esquissent dans le cadre intercommunal rendent ainsi attractive l'alliance comme gage d'ouverture et de conformité démocratique<sup>35</sup>.
- 31 Résistance et normalisation, singularisation et conformité démocratique se voient ainsi accouplées dans un processus d'insertion des ancrages locaux du parti communiste, en tant que minorité politique, dans le système intercommunal. On peut y reconnaître les principes de la gouvernance impliquant la réduction des conflits politiques et sociaux à une figuration de la pluralité des acteurs associés à une gestion technicisée et économicisée, répartie en « centres de coûts ». Notons comme illustration

complémentaire de ce processus et de ses effets de standardisation que, moins de deux mois après les élections municipales, le maire de la ville a refondé l'Association des élus communistes et républicains du Pas-de-Calais dont il est devenu le président. Surmonter les conflits internes du PCF et les menaces d'éclatement qu'ils font peser sur la cohérence de la formation communiste départementale en est un des objectifs. Mais surtout, la nouvelle ambition définie à cette organisation a été centrée sur la formation technique des élus communistes de manière à leur fournir des instruments dans l'examen des dossiers de la gestion intercommunale, désormais généralisée.

## Investissements de la gouvernance municipale et retour de la surveillance

- 32 La déconnexion du parti communiste avec la sphère de la production et du travail est, localement, remarquable. La cérémonie « traditionnelle » du 1er mai le met en scène de manière significative. Passablement folklorisée, elle se déroule sous la forme d'un défilé d'une poignée de représentants syndicaux qu'accompagnent (comme en presque toutes les occasions) une fanfare et une troupe de majorettes, pour aller présenter leurs doléances au conseil municipal emmené par le maire. Les deux syndicats des retraités mineurs (CGT, CFTC) ainsi que celui du personnel communal (CGT) sont les seules formations représentées. Et encore ces derniers y figurent-ils dans la stricte mesure où la création dans la mairie d'un syndicat « autonome » a suscité une reprise des activités de la CGT des communaux, sous l'impulsion de quelques proches du maire, membres du parti communiste. Cette figuration est significative de l'évolution locale du parti : la dislocation de ses liens avec l'activité syndicale s'opère parallèlement au repli des activités militantes sur les champs d'intervention de la municipalité. Redynamisé tout récemment, donc, le syndicat CGT de la mairie est devenu le principal noyau de mobilisation pour les actions de protestation à caractère national (participation aux grèves, manifestations, etc.) de ces dernières années.
- 33 Effectuons un repérage rapide des différentes strates des militants les plus actifs. La génération de mineurs retraités se réduit à quelques personnes encore très investies dans les mobilisations syndicales et politiques, mais de plus en plus à l'écart des instances de la section ou de la commune. Les élections municipales de mars 2001 ont vu deux de ces vieux militants de la CGT quitter le conseil municipal. Il en va d'ailleurs de même pour le parti socialiste qui comptait parmi ses élus un ancien délégué des mines, écarté en 2001. Une frange relativement restreinte de militants ou d'élus du conseil municipal demeurent salariés dans des entreprises privées ou publiques. La plupart sont simultanément syndiqués à la CGT et comptent parmi les leaders syndicaux de leur entreprise respective ; cependant, aucun lien tangible n'est bâti entre des conflits et tensions de travail éclatés et la section locale du parti communiste : ceux-ci ne font pas l'objet de concertations et de discussions internes ; chacun se trouve donc tendanciellement isolé dans une action syndicale coupée de la vie du parti. Dans les entreprises implantées sur le territoire de la commune, les syndicats sont globalement peu présents et ne constituent pas un relais des actions de mobilisation (même pour la simple distribution de tracts électoraux) engagées par la section communiste. Cela est patent par exemple en ce qui concerne une usine chimique qui compte parmi les rares implantations industrielles anciennes et qui fut pendant et après la seconde guerre mondiale un des piliers de l'enracinement du parti communiste local<sup>36</sup>.



- 34 La municipalité et les institutions qui en dépendent plus ou moins directement emploient désormais de façon pérenne ou précaire une très large fraction des militants communistes. Dans la génération des 50-60 ans, les plus actifs sont d'anciens leaders syndicaux du secteur privé (par exemple de la sidérurgie lilloise), licenciés à la suite de la fermeture de leur usine et reconvertis dans la formation professionnelle, par le biais d'une institution intercommunale créée sur impulsion du maire peu après son élection (1992), et à la gestion de laquelle sont associées d'autres municipalités communistes voisines. Ce centre de formation a joué depuis une dizaine d'années un rôle clé comme réservoir d'emplois utilisé pour aider les militants au chômage, éventuellement réembauchés ensuite dans d'autres services municipaux, paramunicipaux ou dépendants de la communauté d'agglomération de Lens-Liévin (c'est le cas du secrétaire de section de la période 2000-2002). Enfin, deux autres catégories bénéficient des possibilités d'emplois offertes par la mairie, le plus souvent à travers les diverses formules précaires créées pour déroger au statut de la fonction publique (contrats emploi-solidarité, emplois-jeunes, etc.). On y retrouve des chômeurs de longue durée acculés au revenu minimum d'insertion et ayant trouvé là la possibilité d'une réinsertion professionnelle, mais surtout un nombre croissant de jeunes recrues actives dans les dispositifs parascolaires, d'animation sportive ou culturelle, ou encore de « médiation » mis en place par la mairie. A la différence de leurs aînés, ces jeunes militants n'ont pas débuté leur activité politique par une adhésion à la CGT ou dans les rangs de la jeunesse communiste, mais à travers ces services « sociaux » d'animation, d'assistance, d'encadrement de la population communale. L'autorité du maire se renforce à travers cette multiplication de ses débiteurs dans la section du parti communiste<sup>37</sup>. Au sein de l'institution municipale, le rôle joué par le secteur de l'« éducation » (enfance et jeunesse : scolarisation, organisation des centres de loisir, des colonies de vacances, etc.) considéré comme prioritaire s'est consolidé dans les dernières années : très impliqué dans la représentation départementale d'une association nationale de formation aux métiers d'éducateur et d'animateur, le maire a recruté parmi les personnes issues de cette organisation le noyau de son plus proche entourage (renouvelé au début de 2000) auquel il a confié les responsabilités clés de la mairie.
- 35 De la sorte s'opère un repli du parti sur la politique et la gestion municipale, dont on se rappellera qu'elle se trouve elle-même minorisée dans la gouvernance intercommunale. Si l'affirmation d'une position idéologique par la contestation du marché et des politiques de libéralisation est un souci constant des acteurs de la section communiste, comme c'est également le cas pour la municipalité, ces positionnements se voient tendanciellement confinés dans une existence rhétorique, ou limités à la seule participation à des actions décrétées au niveau national (élections, manifestations, grèves). Mais celles-ci sont marquées d'un côté par le désaccord majoritaire et prégnant avec la direction nationale du parti ; de l'autre par la distanciation de la CGT d'avec le PCF<sup>38</sup>. La section communiste locale a ainsi perdu quasiment l'ensemble de ses systèmes d'action propres ainsi que ses relais et se retrouve désormais enserrée dans le giron de la municipalité. Pour ambitieuse et active que puisse être la politique menée par cette dernière, elle tend à se recentrer sur la constitution de projets et de contrats pour l'obtention de financements externes, qui se révèlent autant de procédés d'homogénéisation et de standardisation marchande repliant les possibilités de dissidence politique sur les normes de la gouvernance. Recruté peu après la mise en place de la communauté d'agglomération dans le but de fabriquer les dossiers destinés aux demandes de subvention, le chef de projet de la municipalité,



surnommé « le mercenaire » par ses collègues, explique ainsi sans ambiguïté ses fonctions par la mission de « rapporter de l'argent » à la commune et se désigne lui-même comme l'agent de la pénétration de la marchandisation (sic) dans la mairie.

- 36 Ainsi, la politique municipale, entraînant avec elle la section du parti communiste, tend à s'absorber dans une contractualisation qui se généralise avec les institutions de l'État et les associations, notamment sur les secteurs de l'éducation, de la formation, de l'« animation », de l'assistance et de la « sécurité ». Trois types de dispositifs se repèrent, dont les champs d'intervention sont distincts mais enchevêtrés et dont les significations sont, de ce fait, partiellement fondues, notamment dans l'usage indifférencié du terme d'« éducateur » qui, ici comme ailleurs, tend à désigner les professionnels impliqués dans ces trois domaines. Aux formes « sociales » de l'assistance, à travers les multiples formules institutionnelles de gestion de la pauvreté regroupées dans le centre communal d'action sociale<sup>39</sup>, et à l'ensemble des prestations d'animation, d'éducation et de formation<sup>40</sup>, a en effet été adjoint un service « sécurité et médiation » mis en place à partir de l'année 2000 sur la base d'un « contrat local de sécurité » conclu à l'instigation de l'autorité préfectorale. La déconnexion du parti communiste et de la sphère du travail a localement pour corollaire immédiat son recentrage sur la constitution d'un maillage institutionnel multiforme qui quadrille la commune et enserme ses fractions sociales les plus stigmatisées et les plus marginalisées en regard du marché du travail. Ce quadrillage de l'espace communal ne doit pas être entendu exclusivement dans un sens figuré : il s'affirme de plus en plus concrètement si l'on considère par exemple les équipes de « médiation » mises en place durant la campagne des municipales de 2001, qui parcourent par deux, à pieds ou à bicyclette, les quartiers de la ville pour recenser les conflits les plus divers, bâtissant par là même un système de repérage des individus et des familles à désigner comme fauteurs de trouble.
- 37 On a relevé plus haut que la « discipline » était expulsée du parti comme appareil de domination et technique d'encadrement des masses. Celle-ci était alors tournée vers le renforcement d'un internationalisme ouvrier, la structuration d'une « lutte des classes » reconfigurée dans l'affrontement mondial entre le capitalisme et le socialisme mené par l'URSS. Elle était engagée au niveau local dans l'édification d'une sorte de cogestion d'un système industriel englobant, articulant l'espace du travail minier et le champ résidentiel et positionnant les municipalités en médiateurs des rapports de travail (Sawicki, 1997). Notons au passage que le religieux<sup>41</sup> et ses formes d'encadrement rivales de celles du parti communiste ont été instrumentalisées de manière complémentaire dans le dispositif hégémonique des houillères. La fin de l'exploitation charbonnière – à laquelle s'est partiellement substituée une activité industrielle spatialement et socialement extériorisée par rapport à l'espace urbain – a mis fin à cette configuration spécifique, tout comme à un niveau plus général les évolutions des modes de domination qui prennent place dans le cadre de la globalisation. Nous avons essayé de montrer comment ces dernières se reflètent et se voient transposées dans les bouleversements internes du parti communiste. Si la surveillance, donc, a été démantelée à l'intérieur même du parti, elle tend désormais à se reconstituer dans l'exercice de l'autorité municipale impliquée – par la décentralisation, l'intercommunalité et la contractualisation – dans de nouvelles formes de dépendance qui se réalisent notamment à travers les politiques publiques concernant « la ville », la « sécurité » et le « social », soit la gestion de la pauvreté, du chômage et des évictions du travail, sous ses diverses facettes de l'assistance, de la criminalisation, de l'animation, de l'éducation et de la formation, etc. Est symptomatique

de cette nouvelle dépendance l'anecdote suivante relatée par une adjointe au maire, aujourd'hui en conflit ouvert avec l'édile municipal : elle est intervenue en 2002 pour faire annuler au dernier moment la mise en place de caméras de surveillance sur l'église polonaise<sup>42</sup> ; la décision n'avait fait l'objet d'aucune discussion dans la majorité municipale mais répondait simplement à une offre de subvention ministérielle pour ce type d'équipement : une simple ligne budgétaire.

## Conclusion

- 38 Au terme de ce parcours, revenons sur les deux processus que nous avons rencontrés, et dont les effets s'avèrent prégnants tout en se déclinant d'une manière remarquablement polymorphe : la relégation et la pénétration du marché. Leur polysémie serait-elle un artifice de l'interprétation ? Certainement, si l'on ne veut voir dans ces termes que des phénomènes concrets désignant des « réalités » objectives : la marginalisation d'une région dans la division internationale du travail ; le lieu sur lequel on échange des marchandises. En aucun cas, si l'on prête attention aux schèmes cognitifs des acteurs, aux modes d'édification symboliques et imaginaires de la réalité de leurs positions hiérarchiques et de leurs rapports sociaux. Dans ce cas particulier, l'élaboration des significations du couple marché/relégation et de ses conséquences est devenue l'enjeu même sur lequel se structurent les confrontations politiques, laissant notamment face à face le parti communiste en déclin et le front national dont l'influence est confortée.
- 39 L'usage du marché apparaît avant tout, dans la période contemporaine, comme technique de pouvoir<sup>43</sup>, au sens où l'entendait Foucault, en voie de diffusion rapide dans l'ensemble des champs sociaux<sup>44</sup>. En tant que telle, le marché n'exclut nullement la discipline ; il la fonde au contraire dans l'autoréférenciation et l'imitation (c'est ce que désignent certains économistes lorsqu'il s'agit d'analyser les phénomènes de spéculation). L'autosurveillance et la « motivation » – comme le chante si bien Zebda – se construisent dans la moralisation et la normalisation nécessaires à la reproduction des rapports de domination ; elles tendent de la sorte à devenir les rouages essentiels des mécanismes de pouvoir ; ces derniers présentent alors de remarquables capacités d'incorporation des résistances qu'ils rencontrent, qu'ils suscitent.
- 40 L'événement qu'ont provoqué les résultats du premier tour des élections présidentielles du 21 avril 2002 en constitue une sorte de raccourci<sup>45</sup>. Le choc avant tout émotionnel qu'ils ont déclenché, la vague d'indignation morale (« j'ai honte ») qui a déferlé notamment sous la forme de la manifestation géante du 1<sup>er</sup> mai, l'accusation – par les commentateurs politiques, les points de vue publiés dans les journaux, les manifestants – de ceux qui avaient voté pour le Front national, qui s'étaient abstenus ou même qui auraient dispersé leurs voix sur des votes « protestataires », la stigmatisation du comportement électoral des catégories de chômeurs, de précaires, d'ouvriers et plus généralement les franges sociales inférieures, bref, toute cette démonstration publique et pathétique d'une crise politique avait pour principe de réédifier dans le registre moral la légitimité de la forme démocratique, de masquer sa réduction à une expression parodique d'un principe de fondement du pouvoir politique dans la souveraineté populaire.
- 41 « On nous fait peur pour qu'on vote pour le pouvoir. Moi je suis algérienne, et je sais ce que ça veut dire » déclarait une femme au micro d'un forum de discussion ouvert sur la place de la Bastille par le parti communiste le 5 mai 2002, au soir du second tour des élections. Comment en effet ne pas voir, dans ce flux de discours affolés mais explicites, la

reconstruction du politique comme façade démocratique, à la fois cache-misère et dispositif d'accusation de la misère, laquelle se voit refoulée dans l'indignité, la délinquance et la transgression ? Tout aussi explicites et cohérentes apparaissent de ce point de vue les mises en scènes du pouvoir qui ont suivi immédiatement : par exemple lorsque, tout juste nommé ministre de l'intérieur, le maire de Neuilly-sur-Seine (commune qui compte en France la plus forte concentration de grandes fortunes) s'est empressé d'aller parader dans les commissariats de police de la Seine-Saint-Denis, soit la banlieue nord-est de Paris, la plus emblématique d'un sous-prolétariat territorialisé, ethnicisé, criminalisé et... placé sous une surveillance accrue.

- 42 Si, donc, le marché s'impose dans la conjoncture actuelle comme technique de pouvoir, son incorporation devenant un pilier de l'édification des rapports de domination, il se révèle tout spécialement déficient pour enclorre dans le champ de son emprise ceux qu'il laisse sur ses marges, qui doivent être dès lors désignés, repérés et placés sous d'autres régimes de normalisation (la fonction des « éducateurs » de toutes sortes), de contraintes et de répression. Il serait, peut-être, trop simple de postuler la relégation comme l'effet direct de l'expansion du marché. Néanmoins, relégation et marché se déploient concrètement, symboliquement et dans l'imaginaire de manière complémentaire : ils correspondent à deux facettes d'un même processus de minorisation du travail productif dans la conjoncture mondiale actuelle, entendue dans ses dimensions à la fois idéologiques et politico-économiques. La marginalisation du parti communiste correspond à ce processus : agent historique et décisif de la structuration au niveau mondial d'un mouvement ouvrier puissant, ayant cherché à incarner l'acteur idéologique « prolétarien » de l'antagonisme ouvert par la « lutte des classes », il est depuis la fin des années 1970 le spectateur d'une transformation continue de sa position dans le système des rapports économiques et politiques internationaux autant que nationaux. Recentré sur la critique du marché, il demeure impuissant à juguler la sape de ses ancrages historiques, à la fois sous le coup d'une destruction systématique des solidarités de travail et affectés par l'obsolescence de leur significations dans la conjoncture ouverte par la globalisation du marché.
- 43 Néanmoins, les stratégies et erreurs de stratégies supposées du parti communiste, passées et présentes, continuent d'alimenter les discussions et les tentatives d'explication de son échec politique, rejetant la faute sur le parti lui-même et ses dirigeants. Outre la croyance qu'elles supposent dans l'efficacité du discours politique en tant que tel, de telles interprétations se présentent largement tautologiques. Parti d'arrière-garde qui ne saurait incarner des « valeurs de la modernité » (comprendre celles du marché et de l'État « modeste ») pour les uns, coupable d'un divorce d'avec les classes populaires précarisées pour d'autres, souvent accusé de discours démagogiques ou populistes dans sa dénonciation du marché et du libéralisme, et même suspecté de collusion avec l'extrême droite (désormais bien implantée sur les mêmes territoires de la relégation), il fait l'objet d'incriminations diverses, qui présentent une certaine continuité avec les schémas antérieurs. Parallèlement, l'anticommunisme n'a guère perdu sa virulence. Aujourd'hui triomphant, il se fonde dans le chœur dominant des credo antitotalitaires et démocratiques et se refonde dans la criminalisation du communisme et sa comparaison avec le nazisme<sup>46</sup>. Il s'agissait jusqu'au début des années quatre-vingt de contenir le « péril rouge », de conforter la social-démocratie, de juguler et de disqualifier la contestation des légitimités politico-économiques. Quelle est sa raison d'être aujourd'hui ? *Vae victis*.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ARIÈS P., 1971. *Histoire des populations françaises*. Paris, Point-Seuil.
- BADIOU A., 2003. *Circonstances 1. Kosovo, 11 septembre, Chirac-Le Pen*. Paris, éd. Léo Cher.
- BAZIN L., 1998. *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L'Harmattan.
- BAZIN L., 2001. « Patrimoine, mémoire, généalogie. Quelques considérations critiques », *Revue espaces Marx*, 16-17 : 44-53.
- BAZIN L., 2004. « Alliance électorale et gouvernance intercommunale dans un fief communiste du nord de la France », *Social Anthropology*, 12(2).
- BAZIN L., SELIM M., 2001. *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan.
- BAZIN L., SELIM M., 2002. « Ethnographie, culture et globalisation. Problématisations anthropologiques du marché », *Journal des anthropologues*, 88-89 : 269-304.
- BERTHO A., 1996. *La crise de la politique. Du désarroi militant à la politique de la ville*. Paris, L'Harmattan.
- BOURDARIAS F., 2003. « ONG et développement des élites », *Journal des anthropologues*, 94-95 : 23-52.
- COURTOIS S. et alii, 1997. *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*. Paris, Robert Laffont.
- EHRENBERG A., 1998. *La fatigue d'être soi*. Paris, O. Jacob.
- FERGUSON J., 1999. *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*. Berkeley, University of California Press.
- FERGUSON J., 2002. « Global Disconnect: Abjection and the Aftermath of Modernism », in INDA J. X. & ROSALDO R. (eds), *The Anthropology of Globalization*. Malden (USA) & Oxford (UK), Blackwell : 136-153.
- FOUCAULT M., 1975. *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.
- GEFFRAY C., 2001. *Trésors. Anthropologie analytique de la valeur*. Strasbourg, Arcanes.
- HERVIEU-LEGER D., 1999. *Le pèlerin et le converti*. Paris, Flammarion.
- HERVIEU-LEGER D., 2001. « Crise de l'universel et planétarisation culturelle : les paradoxes de la "mondialisation" religieuse », in BASTIAN J.-P., CHAMPION F. & ROUSSELET F. (dir.), *La globalisation du religieux*. Paris, L'Harmattan : 87-96.
- HOURS B., 1998. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., 2002. *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan.
- LAVABRE M.-C., PLATONE F., 2003. *Que reste-t-il du PCF ?* Paris, Autrement.
- PENNETIER C., PUDAL B. (dir.), 2002. *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin.

SAWICKI F., 1997. *Les réseaux du parti socialiste*. Paris, Belin.

THÉRET B., 2002. « Mondialisation, souveraineté et fédéralisme. Quelques réflexions à propos du Canada et de l'Union européenne », *Correspondances*, 72, Tunis, IRMC (disponible sur : <http://www.irmcmaghreb.org/corres/textes/theret.htm>).

## NOTES

1. Voir les réflexions de B. Théret (2002).
2. Cf. les travaux de B. Hours (1998, 2002).
3. Recensement de 1999. En dépit d'un léger déclin démographique la ville est, par sa population, la quatrième de l'agglomération de Lens (environ 220 000 habitants). Le bassin minier et le département du Pas-de-Calais tout entier, se caractérisent par une très forte densité de population et l'absence de grandes villes (Calais est la plus peuplée, avec environ 60 000 habitants).
4. Il est à noter que les mineurs marocains ont été recrutés spécialement pour mettre en œuvre le plan de cessation de l'activité minière. Exclue du statut du mineur (qu'ils ont obtenu in extremis peu avant l'arrêt définitif) et programmés pour retourner au Maroc à l'issue de leur contrat de travail, ils constituaient dans les derniers temps la quasi-totalité des contingents de mineurs de fond. Ils ont été maintenus largement en dehors des plans de reconversion.
5. Un puits fermé en 1968, le second en 1977 dans la commune ; sur l'ensemble de la région Nord, le dernier puits en activité, situé à Oignies, à une dizaine de kilomètres, a cessé son activité en 1990 ; les derniers mineurs de la localité y travaillaient.
6. La ville est la première de cette partie du bassin minier où un maire communiste a été élu, aussitôt exclu du parti pour avoir fait alliance avec des personnalités d'obédience chrétienne du conseil municipal sortant.
7. Par la loi dite « Chevènement » d'août 1999, mise en œuvre précocement par le district.
8. Les sièges des fédérations départementales du PCF et du PS sont à Lens, et non à Arras, qui est le chef-lieu du département.
9. « Tu es toujours là, toi ! ».
10. Selon les données du recensement de 1999, la population « occupée » compte 92% de salariés dont un cinquième à titre précaire (interim ; emplois « aidés » : CES, emplois-jeunes, etc. ; stagiaires, contrats à durée déterminée...). Le taux de chômage est de 24,4% selon les mêmes données ; il atteint 44% pour les 20-24 ans (36% pour les hommes et 53% pour les femmes). De son côté, la mairie recensait environ 500 « bénéficiaires » du RMI en janvier 2001, ce qui représente à peu près 10% de la population active. En tout 1 200 personnes, enfants compris, vivaient du RMI, soit 8,7% de la population totale de la commune.
11. Le « juste » et l'« injuste » (dans ses deux acceptions : justice et justesse) demeurent des catégories prisées par les militants communistes, et tout spécialement par les responsables locaux.
12. Par contraste, sur un terrain antérieur (entreprise industrielle en Côte-d'Ivoire), le témoignage attendu de l'ethnologue s'inscrivait dans une logique toute autre, d'accusation des défaillances endogènes et de recours symbolique à l'étranger érigé en détenteur des normes de gestion comme de respect des inférieurs. L'enquête était alors construite comme médiation symbolique des rapports sociaux internes, suscitant sa prise en charge par les ouvriers dans une logique d'accusation et de destitution de leurs supérieurs, et de constantes dérobades de la part des cadres s'arc-boutant à la défense de leurs positions menacées (Bazin, 1998).
13. En témoigne par exemple – et sans préjuger du contenu et de la qualité de ces travaux par ailleurs très divers – la multiplication dans les dernières années d'ouvrages portant le titre *Un*

ethnologue dans... la police, le mandarom, l'hôpital, la prison, une maison de retraite, l'Assemblée nationale, la Silicon Valley et même les tranchées (de la première guerre mondiale). Même s'il est surdéterminé par les stratégies commerciales des éditeurs, ce leitmotiv est bien cependant significatif d'une tendance à investir des lieux supposés caractéristiques de la « modernité » en les détachant de leurs articulations complexes avec d'autres champs sociaux. L'ethnologue est alors supposé investi de la mission d'explorer des espaces méconnus pour en produire un récit. Il s'agit moins de rappeler la période des expéditions coloniales pour y ancrer une légitimité disciplinaire que de mettre en scène une étrangeté du « familial », du « caché » et de l'intimité, de l'entre-soi, à la manière des reportages diffusés par la télévision, et dont l'ethnologie deviendrait un décrypteur privilégié.

14. Il est hors de question, dans le cadre de cet article, de se lancer dans une exégèse systématique de la « mutation », ni dans l'examen de l'évolution de la composition sociale des militants et de l'électorat communistes. En dépit de son déclin, le parti communiste reste sans aucun doute le parti politique le plus étudié en France : de nombreuses publications se sont efforcées de faire cet exercice sous un angle ou sous un autre. Citons la synthèse récente publiée par Lavabre & Platone (2003).

15. L'horizon de « dépassement du capitalisme » proposé pour remplacer l'ancienne visée révolutionnaire d'un « renversement du capitalisme » suscite des interrogations ou des railleries de la part des militants rencontrés, qui le jugent au mieux énigmatique au pire fallacieux.

16. Liste fondée sur le principe de « double parité », alternant hommes et femmes, communistes et non communistes, ces derniers étant censés représenter la « société civile » et les « mouvements sociaux ».

17. Dans le sens de Foucault (1975). Voir Pannetier & Pudel (2002).

18. Cf. les travaux de Hervieu-Léger (1999, 2001).

19. Cf. les travaux de Ehrenberg (1998).

20. Il faut désormais être « motivé », selon l'injonction de la chanson de Zebda, reprise par la liste « motivé-e-s » aux élections municipales de 2001 (significativement, l'air reprend celui du *Chant des partisans*). C'est bien là le produit d'un déplacement dans le champ politique du mot d'ordre central des entreprises dans les années 1980 (management, recrutement), emprunté à la psychologie. Une semaine après le Forum social européen de novembre 2003, un « forum » organisé par la section du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris du PCF, avec la secrétaire nationale comme personnage central, débutait et se terminait par cette chanson. Alors qu'elle retentissait et que la salle se vidait, quatre membres de l'Union des étudiants communistes se sont levés et se sont mis à entonner *L'internationale*.

21. Notons encore que le thème du « participatif » a surgi simultanément dans le champ de l'entreprise, de l'aide au développement et de la politique locale (municipale), signifiant bien en cela les contradictions ouvertes par les tentatives de voiler les rapports de domination dans ces trois domaines. Cf. Bazin, in Bazin & Selim (2001).

22. Voir les réflexions de Bourdarias (2003).

23. S'il reste sans doute le parti qui compte en France le plus grand nombre d'adhérents, le nombre de voix recueillies par le candidat communiste aux élections présidentielles de 2002 est à peine 7 fois plus élevé (le rapport est de 1 à 4 dans la commune étudiée).

24. Ainsi qu'à Calais, qui est actuellement la plus grande ville dirigée par un maire communiste en France.

25. Au sujet de la répression des grèves des transporteurs routiers, de la réforme de la SNCF et de la grève des cheminots, de la privatisation d'Air France, etc.

26. Cf. les travaux de Catherine Leclercq.

27. Selon l'expression de Bertho (1996).

28. Menée entre autres par un militant de la ville étudiée, membre du conseil municipal jusqu'en 2001 et décédé en 2003.

29. Entre des partisans de la « mutation » alignés sur la direction nationale du parti (la branche « mémoire ») et leurs opposants soutenant la position de la fédération du Pas-de-Calais (la fraction « militante »).

30. On ne développera pas cet aspect, par ailleurs assez banal. La ville dispose de deux musées, mis en place dans les décennies précédentes et gérés par des associations. Le musée d'histoire, qui se compose essentiellement de trois sections consacrées respectivement à des vestiges archéologiques, à la première guerre mondiale (qui a vu la destruction quasi intégrale de la ville) et à la résistance lors de la seconde guerre mondiale. Un second musée, de l'« école et de la mine » a été aménagé par un ancien chef d'équipe des mines et son épouse, ancienne institutrice. Un troisième musée est en cours d'aménagement, autour des machines et métiers anciens. Notons que la municipalité a commandé à une écrivaine un livre consacré à l'histoire de la commune (via les archives et le recueil de témoignages) dont une des particularité est qu'il évoque les luttes minières et celles de la résistance, sans faire la moindre allusion aux contradictions politiques ; un écrivain et une photographe ont été embauchés pour animer un atelier d'écriture sur la mémoire familiale, avec des adolescents choisis pour représenter chacun une des vagues de migration de la ville ; un projet de « maison des migrations » (en quelque sorte, un quatrième musée) est en cours mais n'a toujours pas vu le jour, etc. Pour une réflexion générale sur cette utilisation de la « mémoire » ouvrière et des migrants, voir Bazin (2001).

31. La somme est croissante en raison des abattements dégressifs dont bénéficient les entreprises récemment installées.

32. Le cas britannique est fréquemment cité comme repoussoir : la ville est jumelée avec une localité de l'ex-pays minier de la région d'Édimbourg en Ecosse.

33. Ceux-ci ne se distinguent plus guère aujourd'hui du parti communiste. Les deux leaders de cette formation locale ont adhéré au PCF après les élections municipales de 2001.

34. Claves est ici un pseudonyme pour le nom de la ville. Cette devise s'appuie sur l'existence d'un héros local de la résistance, communiste, précocement engagé dans la clandestinité et tué par les Allemands en 1942. Notons au passage que ce thème de la résistance s'intègre dans une tendance beaucoup plus générale, qui trouve aujourd'hui ses développements les plus spectaculaires dans les mouvements « altermondialisation » et antilibéraux.

35. Pour plus de précisions, voir Bazin (2004).

36. Autrefois industrie dérivée de l'extraction charbonnière et filiale des houillères, elle a changé plusieurs fois de propriétaire. Aujourd'hui contrôlée par un groupe allemand, son personnel s'est considérablement réduit (une centaine de salariés). Seuls quelques-uns de ses salariés (outre les retraités) résident encore dans le quartier ouvrier qui en dépendait, jouxtant la cité minière, et qui a été rétrocédé à une société HLM.

37. Secrétaire de section dans les années 1980 jusqu'à son accession à la mairie, il s'est singularisé par son activisme déployé tous azimuts au point de s'attirer l'hostilité du maire de l'époque. Au décès de ce dernier, il est parvenu à s'imposer contre le successeur désigné, grâce au soutien que lui a apporté la section.

38. Comme achèvement de cette dissociation, le secrétaire national de la CGT a quitté en octobre 2001 la direction nationale du PCF. Quelques mois plus tôt, l'instance nationale de la CGT n'a pas relayé le mot d'ordre de manifester à Calais lancé par le PCF comme riposte à la fermeture de l'usine Lu, en mai 2001.

39. Soit : le service logement de la mairie ; le service d'assistance financière (dossiers administratifs) ou matérielle par l'émission de bons donnant droit aux dons des associations caritatives de la ville ; la gestion des « contrats d'insertion » (RMI) pour le compte des institutions étatiques et dont le suivi est confié en sous-traitance à une association satellite ; la gestion de l'aide médicale en sous-traitance pour la Sécurité sociale et qui fut retirée lors de la création de la couverture maladie universelle (CMU) ; le dispensaire assurant la protection maternelle et infantile ; la mission locale pour l'aide à la recherche d'emploi des jeunes,



dépendant de la communauté d'agglomération et de fait sous-traitant les attributions de l'ANPE ; le club de prévention.

40. Des centres de loisirs pour les enfants, aux clubs et installations sportives, en passant par les colonies et centres de vacances, les manifestations culturelles et jusqu'au centre de formation professionnelle évoqué plus haut.

41. Catholicisme ressortissant aux clergés français et polonais. En dépit de leurs tentatives, les directions des mines ne sont jamais parvenues à se fonder aussi nettement sur l'islam.

42. Située au cœur de la cité minière et qui a été plusieurs fois couverte de graffitis antisémites (« juifs = porcs », etc.) dans le moment où s'intensifiait la seconde *Intifada* en Palestine. Cette église est sans doute ainsi visée dans la mesure d'une part où la ville ne compte aucune implantation juive (quelques familles qui y demeuraient avant la seconde guerre mondiale sont mortes en déportation) et d'autre part que les « Polonais » sont réputés nombreux à voter pour le Front national.

43. La notion clé de subsidiarité, qui est le pivot idéologique et philosophique des partisans du libéralisme, indique bien à quel point le marché, qu'ils cherchent à promouvoir, est conçu d'abord comme principe d'administration de la société, des organisations, des différentes instances politiques décentralisées, etc., bref, comme technique de pouvoir.

44. Pour une réflexion visant la problématisation du marché dans une perspective anthropologique, voir Bazin & Selim (2001, 2002). Notons que l'on se situe ici à l'opposé de certains essais de théorisation actuelle, tentant de cerner une structure universelle et atemporelle du marché en l'extrayant de la gangue des rapports sociaux qui lui donnent sens. Cf. par exemple Geffray (2001).

45. Voir les réflexions de Badiou (2003).

46. Les publications abondent. En particulier Courtois *et alii* (1997).

## RÉSUMÉS

Observant les transformations du parti communiste français à partir d'une enquête ethnologique dans le nord de la France, l'auteur le constitue analyseur des mutations du politique. L'article s'attache d'abord à montrer comment le PCF au niveau national intègre de manière contradictoire les idéologies du marché. Il tente ensuite de cerner le double processus de singularisation et de normalisation marchande qui se présente comme réponse locale au cadre d'expression du marché. Enfin il montre comment la déconnexion du parti communiste et de la sphère du travail s'opère parallèlement à son repli sur la gouvernance municipale. La relégation par le marché constitue le processus saillant qui permet de conclure sur quelques aspects des contradictions actuelles du politique qui s'expriment notamment dans l'injonction paradoxale de la démocratie : simultanément désavouée et érigée au côté du marché en une norme globalisée.

Observing the transformations of the French communist party from an ethnological investigation in the north of France, the author uses it to analyse changes in politics. The article sets out, firstly, to show the contradictory manner in which, at a national level, the PCF integrates market ideologies. It then aims to define the double process of singularisation and market normalisation which appears as a local response to the framework through which the market is expressed. Finally it shows how the disconnection of the communist party and the world of labour is occurring in parallel with its falling back on municipal governance. Relegation

through the market constitutes the salient process which leads to concluding comments on some aspects of the current contradictions of politics that are expressed notably in the paradoxical injunction of democracy: simultaneously disavowed and set up alongside the market as a globalised norm.

## INDEX

**Keywords** : communist party, de-industrialisation, democracy, France, globalisation, market

**Mots-clés** : démocratie, désindustrialisation, France, globalisation, marché, parti communiste

## AUTEUR

LAURENT BAZIN

CLERSE – IFRESI